

# Après le « non » bruxellois à l'Albanie et la Macédoine du Nord

## Description

Candidates à l'adhésion à l'Union européenne depuis, respectivement, 2005 et 2009, la Macédoine du Nord et l'Albanie ont vu leurs espoirs balayés à la mi-octobre, lorsque quatre pays ont opposé leur veto à l'ouverture en 2020 des négociations d'adhésion (35 chapitres indispensables à l'intégration de l'acquis communautaire). Si l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas et la France ont unanimement dit non à l'Albanie, Paris s'est trouvé seul à juger que la Macédoine du Nord n'était pas prête, isolant de la position des autres pays membres : il s'agit d'une « erreur historique », a jugé Jean-Paul Juncker.

Le Président français a estimé que le processus d'adhésion devrait être révisé, pour devenir progressif, avant de procéder à toute nouvelle adhésion. Mais c'est peut-être davantage dans la réorientation de la seconde moitié du quinquennat d'Emmanuel Macron qu'il faut chercher la motivation de cette ferme opposition : en effet, la France a connu un accroissement « significatif » de la migration albanaise depuis quelques années (7 à 630 demandes d'asile en 2017) et le Président souhaite s'emparer de la problématique migratoire pour reconquérir une partie de l'électorat. L'Albanie est donc d'office dans le viseur. Mais la population de Macédoine du Nord, composée de 23% (recensement officiel) d'Albanais, constituerait aussi un risque migratoire. Le contexte était donc très défavorable pour que Tirana et Skopje obtiennent le soutien de Paris.

Berlin, Rome et Athènes, qui souhaitent investir en Albanie, un pays situé dans leur « zone d'influence », pourraient tenter de faire revenir Paris à de meilleurs sentiments. Le président albanais Ilir Meta, de son côté, a réagi avec modération en indiquant qu'il ne fallait pas perdre confiance, même si le refus de Bruxelles avait beaucoup d'impact tant en Albanie qu'en Macédoine du Nord. Quant au Premier ministre de Macédoine du Nord Zoran Zaev, il a d'ores et déjà appelé à la tenue d'élections anticipées, l'adhésion ayant été présentée comme un objectif essentiel de son gouvernement. D'ailleurs, la Serbie, le Kosovo et le Monténégro s'interrogent à propos de leur propre calendrier d'adhésion.

**Sources :** *Dosja, MIA, Reuters, Financial Times, Radio Free Europe.*

**date créée**

06/11/2019

**Champs de mots**

**Auteur-article :** Stéphane Altasserre